

HANOUNE DÉNONCE LES COURTISANS DE BOUTEFLIKA : «Pas de présidence par procuration»

Seconde interpellation de Louisa Hanoune en direction de Bouteflika. Le contexte marqué par la sortie médiatique de Amar Saâdani fait dire à la secrétaire générale du Parti des travailleurs que les courtisans de Bouteflika «le soutiennent comme on soutient la corde d'un pendu» et qu'ils lui réservaient «une fin politique tragique».

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est la deuxième fois que la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'adresse directement au président de la République.

Après lui avoir demandé de clarifier ses intentions politiques, la secrétaire générale du Parti des travailleurs s'adresse à Bouteflika dans un contexte de crise politique qui, dit-elle, est encore plus grave que celui de l'été 1962.

Au premier magistrat du pays, elle dira que «vos courtisans vous mentent et vous soutiennent comme on soutient la corde d'un pendu. Ils vous réservent une fin politique tragique». Et



Photo : Samir Sid

Pour Hanoune, Bouteflika est pris en otage par son entourage.

Hanoune d'ajouter : «Vous êtes responsable et comptable devant la nation. Parlez afin que votre silence ne soit pas interprété comme un cautionnement. Parlez pour stopper l'engrenage de la fitna. Vous êtes ministre de la Défense, président d'honneur du FLN et président de tous les Algériens et vous êtes responsable de l'unité des rangs jusqu'à l'annonce des résultats de la prochaine élection.»

La secrétaire générale du Parti des travailleurs qui animait hier une conférence de presse

s'est dite particulièrement inquiète depuis la sortie médiatique du secrétaire général du FLN. Les propos de ce dernier ne sont ni plus ni moins qu'une attaque frontale contre l'intégrité de la nation et un «saut qualitatif» en direction de la dislocation de l'Etat algérien. Hanoune pointe du doigt «une partie» des partisans du quatrième mandat qu'elle accuse de vouloir tout mettre en œuvre pour réussir leur projet, quitte à mettre l'Algérie à feu et à sang. Hanoune est formelle. «Il est clairement établi actuelle-

ment qu'un saut qualitatif a été franchi en direction de la dislocation de l'Etat. Il est l'œuvre d'une partie de ceux qui soutiennent le quatrième mandat et qui sont prêts à mettre le pays à feu et à sang pour préserver leurs privilèges et les élargir», dit-elle et d'ajouter que «la politique, tout comme la nature, a horreur du vide et nous assistons actuellement à un processus menant droit vers le chaos».

Pour Hanoune, si l'état de santé de Bouteflika lui permettait de briguer un quatrième mandat,

qu'il le fasse sinon son parti n'était pas disposé à accepter «une présidence par procuration», se demandant si le Président était au courant de ce qui se tramait au nom du quatrième mandat et les dangers qui en découlent et appelle à la cessation de la campagne politique en faveur du quatrième mandat car elle est «frauduleuse» et anti-constitutionnelle tout comme la campagne de collecte de signatures en faveur de Bouteflika qui n'a rien dévoilé de ses intentions.

La secrétaire générale du Parti des travailleurs n'a pas caché hier sa grande inquiétude de la tournure que prennent les événements, depuis les déclarations du premier responsable du FLN qui, dit-elle, sont une arme dont seraient ravis de se servir les pays qui souhaitent impliquer l'Algérie dans les conflits armés régionaux.

Les propos de Saâdani ne seront, dit-elle, certainement pas sans conséquences sur le pays. C'est pour tenter d'en diminuer les dégâts collatéraux que Hanoune appelle le président de la République à rompre «son silence mortel» et à mettre fin au «régime de la rumeur».

N. I.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Ennahda penche pour le boycott

Le mouvement Ennahda impute aux parties (clans) du pouvoir en conflit, l'entière responsabilité dans l'échec survenu sur le plan politique, social, économique et institutionnel. C'est ce que le secrétaire général du mouvement Ennahda, Mohamed Douibi, a affirmé hier vendredi, à l'hôtel Essafir à Alger, en prélude aux travaux d'une session ordinaire de son conseil national.

Sans le citer nommément, le dirigeant de la formation islamiste a, néanmoins, assuré que les déclarations du secrétaire général du FLN démontrent que le consensus sur le partage du pouvoir entre les différents clans «a pris fin».

Selon Mohamed Douibi, il s'avère opportun de «rendre la parole au peuple dans le choix de ses dirigeants et institutions», mais aussi d'en appeler à la «neutralité» de l'institution militaire et à l'«éloigner» du conflit politique, afin qu'elle exerce ses missions constitutionnelles.

Le mouvement Ennahda invite également la classe politique «sérieuse et responsable», à poursuivre l'œuvre visant à la concrétisation d'un projet politique national visant à des réformes globales, à commencer par la rédaction d'une Constitution consensuelle, transcendant la gouvernance des individus et des parties.

Auparavant, le leader d'Ennahda avait abordé diverses questions de l'actualité nationale, notamment les événements dramatiques de la vallée du M'Zab, appelant à une action responsable des pouvoirs publics. Mais aussi la tenue d'élections présidentielles dans des conditions assez incertaines, en termes d'intégrité et de transparence, le mouvement Ennahda n'écarterait pas la possibilité de boycotter ce scrutin.

Une option que le conseil national de cette formation devait étudier en fin de journée, le choix de la participation du mouvement semblant assez incertain.

Chérif Bennaceur

CANDIDATURE DE BOUTEFLIKA

Djaballah dénonce une tentative de passage en force

Premier chef de parti dont la décision de boycotter le scrutin présidentiel du 17 avril prochain a été avancée, Abdallah Djaballah, le président du Front pour la justice et le développement (FJD), s'est longuement épanché, hier, sur une consultation électorale qu'il a jugée de prime abord compromise. «On est arrivé à une période où un Président, malade depuis des mois, ne peut plus s'occuper de sa personne», a-t-il soutenu dans son discours à l'ouverture de la rencontre des jeunes militants du parti.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le verbe tranchant, comme à son habitude, en dépit de ses nombreuses infortunes politiques, le président du FJD ne ménage point les nombreux thuriféraires qui s'acharnent à convaincre, au nom de la stabilité, qu'il faille reconduire Bouteflika.

Djaballah a relevé que ces derniers manquent à peine de vendre une image quasi-sacralisée de Bouteflika. Ce qui, pour un religieux tel que le patron du FJD, est, pour le moins, une hérésie, entendue aussi au sens politique. «Ses proches s'affairent à faire croire aux gens que la stabilité, le bien et l'intérêt du pays sont liés à ce «Essanem» (symbole de divinité païenne).»

Paradoxalement, cette idée d'un Président pris en otage par son entourage est faite sienne également par Louisa Hanoune, secrétaire générale du PT, candidate, elle, à la magistrature suprême. Les lignes de front ont appa-



Photo : Samir Sid

Djaballah prend cause et faits pour Saâdani.

remment bougé après les récentes déclarations d'Amar Saâdani. Des déclarations qui ont suscité, bien sûr, les commentaires de Djaballah.

Le chef du parti islamiste, sans être un partisan déclaré de Bouteflika, prend cause et faits pour Amar Saâdani.

La presse et les partis politiques qui n'ont pas apprécié la sortie du secrétaire général du FLN n'ont pas trouvé grâce aux yeux de Djaballah. Ce dernier a estimé que ses malheurs politiques, dépossédé de ses partis à deux reprises, lui sont venus du DRS. «C'est un homme du système qui a témoigné. Ceux qui ont détruit nos précédents partis, Ennahda et El Islah, sont les services. Cela nous l'avions déjà dit dans les années 1990.» Il faut dire que Saâdani lui a tendu la perche, puisqu'il a cité Djaballah comme étant une victime de l'interférence du DRS dans les affaires du parti. Djaballah ne demandait, donc, pas mieux, que de s'appuyer sur la déclaration d'un homme du système pour valider ses anciennes accusations à l'encontre des services de ren-

seignement. Sa diatribe commise, Djaballah se rend à de la pondération lorsqu'il lui faudra analyser les déclarations de Saâdani sous l'aspect de leurs implications politiques.

Djaballah a refusé d'exprimer un avis tranché. «Si l'objectif est d'éloigner l'institution sécuritaire de la vie politique, cela est une bonne chose, mais si l'objectif est lié à l'élection présidentielle, les déclarations doivent être prises pour ce qu'elles sont, un témoignage sans prolongement concret.»

Djaballah, proche du boycott que de la participation au scrutin présidentiel, s'est contenté d'affirmer que la tendance est claire pour ce qui est de la position du FJD. Néanmoins, a-t-il spécifié, il faudra attendre le vendredi prochain pour formaliser définitivement la décision. Djaballah avait déjà conditionné son éventuelle participation au scrutin par l'institution d'une commission indépendante pour l'organisation des élections. Une demande qu'il partage avec le groupe dit groupe des 20.

S. A. I.